



## Canada

Source : «GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre»

### Données générales

**Superficie :**

9 976 139 km<sup>2</sup> (2<sup>e</sup> plus grand pays au monde après la Russie)

**Capitale :** Ottawa

**Monnaie :** Dollar canadien (CAD)

**Langues :** Anglais et français sont les 2 langues officielles. À l'exception du Québec, l'anglais est la langue usuelle.

**Population :** 34, 2 millions (2010)

**Démographie :**

Croissance annuelle de la population = 2 % pour 2009/2010 (265 000 nouveaux immigrants en 2010).



Source : «GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre»

### Données politiques

**Type de régime :** Monarchie constitutionnelle, démocratie parlementaire (bicamérale au niveau fédéral).

**Fédération :** 10 provinces et 3 territoires.

**Date des dernières et prochaines élections**

Le 14 octobre 2008 ont eu lieu des élections anticipées qui ont vu la reconduction du Gouvernement conservateur minoritaire. Les prochaines élections fédérales sont prévues au plus tard le 15 octobre 2012 mais pourraient intervenir plus tôt en 2011.

**Titre et noms des principaux dirigeants :**

- Reine Elisabeth II, représentée par un Gouverneur général : David Johnston (depuis octobre 2010)
- Premier Ministre : Stephen HARPER (conservateur, assure le pouvoir exécutif).

**Durée du mandat :**

Gouverneur général : 6 ans.

Premier ministre : pas de durée fixe, mais des élections ont lieu en général tous les 3 ans et demi à 5 ans.

Le Canada est un vaste pays, dix-huit fois la France, des paysages grandioses, une qualité de vie enviée de beaucoup où le visiteur comme l'étranger est accueilli dans le respect de ses différences. C'est un pays où l'esprit entrepreneurial et pionnier ne se dément pas et où les chances de réussir existent d'est en ouest.



Le Canada est riche. De ses ressources naturelles tout d'abord : les deuxièmes réserves mondiales de pétrole mais aussi des ressources minières qui placent le Canada parmi les premiers producteurs mondiaux d'uranium, de nickel, de fer, de potasse, de cobalt et dont la demande mondiale ne cesse d'augmenter. De richesses technologiques, dans des domaines aussi variés que l'aéronautique, le spatial, les biotechnologies, la santé, les télécommunications, l'agroalimentaire et l'environnement. On retient les Bombardier, CAE, Mc Cain, RIM/BlackBerry, SNC Lavalin mais beaucoup d'autres sont des champions canadiens. Cette richesse technologique est alimentée par un réseau d'universités de premier plan et de grappes et centres d'excellence, équivalents de nos pôles de compétitivité. Enfin cette richesse s'exprime également par la très grande diversité de cultures et de peuples qui forment le Canada : le pays accueille chaque année quelque 300 000 immigrants.

## Données économiques en 2008

### Principaux indicateurs conjoncturels

<b>PIB</b>	1 623 milliards CAD (estimation 2010)
<b>PIB/habitant</b>	45 888 CAD (estimation 2010)
<b>Croissance du PIB</b>	3,0 % (estimation 2010) 2,5 % (estimation 2011)
<b>Population active (2010)</b>	18,7 millions
<b>Taux de chômage</b>	8,3 % (2009) 8,0 % (2010)
<b>Inflation</b>	0,3 % (2009) 1,7 % (2010)
<b>Change (1 EUR pour 1 CAD et en moyenne annuelle)</b>	0,63 (2009) 0,74 (2010)

Sources : FMI, Statistique Canada

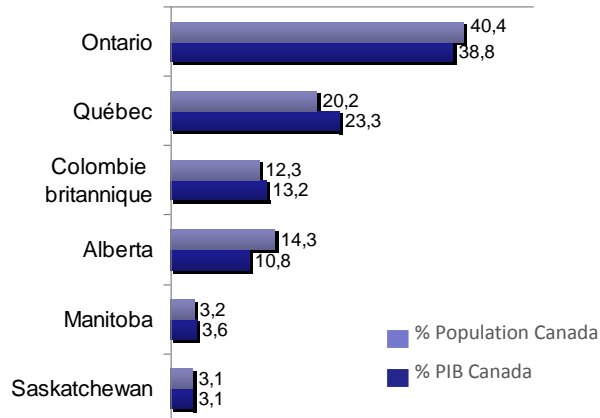
### Situation économique et financière du pays

Le Canada est aujourd'hui :

- la 10<sup>e</sup> puissance économique du monde ;
- le 7<sup>e</sup> pays d'accueil des IDE en 2008 ;
- et le 11<sup>e</sup> exportateur et importateur mondial.

Le Canada est stable politiquement et économiquement. L'économie canadienne a bien traversé la crise récente et la reprise est intervenue dès la fin 2009. Les prévisions de croissance restent enviables et s'établissent à 3% pour 2010 et 2,5% pour 2011. Selon Coface, le Canada présente un risque d'impayés peu élevé et un environnement des affaires très satisfaisant. C'est un pays riche et attractif, qui dispose d'atouts majeurs : sa proximité avec les Etats-Unis (9 000km de frontière), une richesse immense en matières premières avec les secondes réserves de pétrole brut au monde et un dynamisme démographique reposant en grande partie sur une forte immigration (250 à 350 000 nouveaux immigrants par an).

## Poids relatifs des principales provinces



Depuis le début des années 90, le Canada a connu la croissance la plus élevée des pays du G7. Le pays conserve de très bons fondamentaux et son secteur financier a bien résisté à la crise.

À la différence des États-Unis, le Canada n'a pas connu la crise des subprimes et de l'immobilier. Historiquement, les banques canadiennes sont parmi les plus sûres du monde.

## Les secteurs-phares par province

**Ontario** : services (financiers, communications, médias), électronique, TIC, mines, industries mécaniques, santé et biotechnologies, chimie et sidérurgie, TIC, alimentaire ;

**Québec** : aéronautique, TIC, santé & biotechnologies, environnement, biens de consommation, alimentaire ;

**Colombie Britannique** : industrie forestière, mines, gaz naturel, biotechnologies ;

**Alberta** : pétrole (sables bitumineux), mines, agriculture ;

**Manitoba & Saskatchewan** : agriculture, extraction minière mais tend à se diversifier.

## Politique fiscale

**Fiscalité directe des sociétés** : au Canada, seules les entreprises constituées en personnes morales, telles que les sociétés par actions, sont imposables en propre à l'impôt des sociétés. Les entreprises individuelles ou les sociétés de personnes n'y sont pas assujetties (les bénéfices de ces entreprises seront cependant imposés en tant que revenus des associés). L'impôt sur les sociétés se compose d'un impôt sur le revenu et d'un impôt sur le capital. L'impôt sur le revenu des sociétés se compose d'un impôt fédéral et d'un impôt provincial ou territorial.

### Impôt fédéral

Le taux de base de l'impôt de la partie I est de 28 % du revenu imposable. Le taux d'impôt net des sociétés privées sous contrôle canadien qui réclament la déduction accordée aux petites entreprises est de 11 % au 1<sup>er</sup> janvier 2010. Pour les autres sociétés, le taux d'impôt net est, en 2010, de 18 % ; le gouvernement fédéral prévoit par ailleurs de ramener le taux d'impôt net à 15 % d'ici 2012 (cf. partie économique).

### Impôt provincial et territorial

Les provinces et territoires ont généralement deux taux d'imposition :

- Le taux inférieur s'applique au revenu donnant droit à la déduction fédérale accordée aux petites entreprises et au revenu calculé en fonction des limites établies par la province ou le territoire en cause.
- Le taux supérieur s'applique à tous les autres revenus imposables.

Le tableau suivant indique les taux d'impôt sur le revenu des provinces et territoires (excepté le Québec et l'Alberta, qui n'ont pas conclu un accord de perception de l'impôt des sociétés avec l'Agence Revenu Canada).

## Taux d'imposition des sociétés en vigueur pour l'année 2010

Province ou territoire	Taux inférieur (en %)	Taux supérieur (en %)
Terre-Neuve et Labrador	5	14
Nouvelle-Écosse	5	16
Île-du-Prince-Édouard	1,27	16
Nouveau-Brunswick	5	11,5
Ontario	5	13
Manitoba	0,922	12
Saskatchewan	4,5	12
Colombie-Britannique	2,5	10,5
Yukon	2,5-4	15
Territoires-du-Nord-Ouest	4	11,5
Nunavut	4	12
Alberta	3	10

Au Québec, le taux d'imposition applicable aux revenus actifs des sociétés est, au 1<sup>er</sup> janvier 2010, de 11,9 % et le taux applicable à la première tranche de 500 000 CAD de revenus actifs des petites sociétés admissibles est de 8 %.

### L'impôt sur le capital

Certaines provinces perçoivent une taxe sur le capital versé d'une société (capital-actions, surplus, provisions, réserves, etc.). L'Alberta et la Colombie Britannique n'ont pas de taxe sur le capital. En Ontario, le taux était de 0,15 % jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2010 puis a été supprimé après cette date et de 0,12 % au Québec et est supprimé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

La France et le Canada ont signé le 2 mai 1975 une convention fiscale en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale. La convention vise les impôts sur le revenu et la fortune, mais également les plus-values, intérêts, dividendes, et redevances. L'accord comporte de nombreuses dispositions, dont l'élimination de la double imposition sur les salaires par le mécanisme du crédit pour impôt étranger, la réduction du taux de la retenue à la source de 5 à 15 %, selon les cas (taux général de 25 %), et les critères d'établissement de la résidence fiscale d'un individu ou d'une société. De même, la France a signé, en 1987, une entente fiscale avec le Québec.

### Politique monétaire

La Banque du Canada a relevé début septembre son taux directeur, à 1 % et l'a maintenu fin janvier 2011. Le Canada a été le premier pays du G7 à durcir sa politique monétaire – qui reste certes encore très accommodante – pour une inflation contenue inférieure à 2 %. L'essentiel des dispositifs exceptionnels de soutien au crédit a été démantelé avant l'été 2010. Les marchés financiers canadiens ont été peu affectés par les tensions internationales autour de l'euro.

### Politique financière

Le système financier canadien a très bien résisté à la crise. Les grandes banques restent profitables et bien capitalisées. Elles bénéficient d'une réglementation prudentielle stricte, de pratiques conservatrices et de leur faible internationalisation. Une autorité canadienne nationale pour les marchés financiers devrait être créée en 2011.

L'État a engagé une importante réforme du système de retraite, en particulier pour les volets fonds de pensions d'entreprises et pour la poursuite de la refondation des relations financières entre le fédéral et les provinces.

## Politique budgétaire

Sur le plan budgétaire, la consolidation est facilitée par la croissance. Les principaux dispositifs de soutien à la croissance sont retirés progressivement. La situation budgétaire de l'État fédéral et des provinces s'améliore dans l'ensemble plus rapidement que prévu. Les finances fédérales devraient pouvoir respecter l'objectif d'un retour à l'équilibre dès 2015, les provinces restant, quant à elles, dépendantes de leur capacité à contenir les dépenses de santé. Le gouvernement a lancé en 2009 le Plan d'action économique du Canada, qui renferme des stimulants financiers d'environ 40 milliards de dollars. Une grande partie de ce Plan a permis de relancer les secteurs les plus touchés : infrastructures, logement, automobile, et de soutenir la demande. Des financements importants sont également dégagés pour l'accès au crédit (PME, assurance-crédit, export, collectivités locales, immobilier, automobile).

## Autres initiatives publiques

Les initiatives publiques portent également sur l'amélioration de la productivité du Canada (en particulier vis-à-vis des États-Unis) et visent :

- un marché intérieur unifié d'ici 2011 ;
- la libéralisation de secteurs clés (transport, télécommunications) ;
- le renouvellement des infrastructures publiques ;
- une plus grande diversification commerciale (négociation lancée en mai 2009 avec l'Union européenne, cf. infra) ; et
- une relance de l'innovation (en particulier dans le cadre d'une politique environnementale nationale).

## Accords politiques, juridiques et multilatéraux

**Convention fiscale avec la France** : signée le 2 mai 1975 (en vigueur en juillet 1976), avenants du 16 janvier 1987 (en vigueur en octobre 1988) et du 30 novembre 1995 (en vigueur en septembre 1998).

**Accord de sécurité sociale** : signé le 9 février 1979 (en vigueur mars 1981)

**ALENA (1994)** : Accord de libre-échange Nord-Américain, dont bénéficie le Canada

Lancement le 10 juin 2009 des **négociations** pour un **accord économique et commercial global Union européenne-Canada** avec 2 priorités : l'accès au marché et la mobilité de la main-d'œuvre. La signature en est espérée en 2011.

## Commerce extérieur

**Importations en année 2009** : 374,2 milliards de dollars

**Exportations en année 2009** : 369,7 milliards de dollars

**Poids de la France dans les importations du Canada** : 1,5 % des exportations du Canada

## État des lieux du commerce extérieur

Le Canada se classe **au 11<sup>e</sup> rang mondial**, comme exportateur et importateur. Les ventes à l'étranger comptent pour un tiers de son PIB. Les États-Unis sont de loin le premier partenaire commercial du Canada pour les 2/3 de ses échanges, soit au même degré que la France avec l'Union européenne. Depuis fin 2008, les exportations canadiennes sont affectées par le ralentissement de la demande américaine, la chute brutale des cours des matières premières et



l'appréciation du dollar canadien. Le solde commercial canadien affiche un déficit commercial, le premier depuis 1975, à 4 Mds d'euros, soit - 0,4 % du produit intérieur brut.

## Les échanges bilatéraux France-Canada

La France est le 8<sup>e</sup> partenaire du Canada, **rang en deçà de son potentiel. Les marges de progression sont importantes.** Le solde bilatéral reste excédentaire pour la France 170 M EUR en 2010, en forte hausse avec un taux de couverture de 116 %). En 2009, les échanges bilatéraux avaient dégagé un solde quasiment à l'équilibre.

Ils concernent en premier lieu des biens industriels (pour 79 % du total), et souvent des produits de haute technologie à forte valeur ajoutée. **Trois filières industrielles concentrent près de 40% des échanges : aéronautique et spatial, pharmaceutique et électrique ou électronique.** En revanche, la filière automobile est peu significative (1,8 % des flux).

En 2008, les échanges de biens entre la France et le Canada ont atteint le niveau record de 5,6 Mds EUR, en croissance de 5,7 % par rapport à 2007, avec un solde bilatéral qui reste légèrement excédentaire pour la France (117 M EUR avec un taux de couverture de 104 %).

Nos échanges avec le Canada reflètent avant tout les stratégies d'investissement de quelques grands groupes, français et canadiens. Ils expliquent également en partie que la France perde des parts de marché à l'export au Canada depuis dix ans, par rapport à ses concurrents (la France est le 3<sup>e</sup> partenaire européen).

En 2010, **les exportations françaises au Canada ont redémarré mais avec un rebond limité à 4 %**, après une baisse de 15 % entre 2008 et 2009.

Principaux secteurs	Export France/Canada En M EUR	Rang de la France dans les fournisseurs du Canada	Variation 2007/2008
1 Préparations pharmaceutiques	366	1 <sup>er</sup>	+ 13 %
2 Vins et champagnes	282	2 <sup>e</sup>	+ 5 %
3 Produits de la construction aéronautique et spatiale	203	3 <sup>e</sup>	- 2 %

Source : Douanes françaises

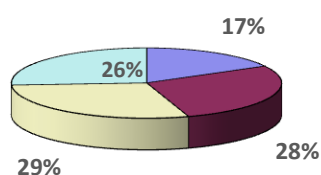
Les **préparations pharmaceutiques demeurent le premier poste des exportations françaises** avec 366 M EUR (+ 13 %). Les parfums et produits de toilette sont en quatrième position, les livres en septième.

Dans le domaine agroalimentaire, les **vins et champagnes constituent le 2<sup>e</sup> produit français à l'export** (282 M EUR, + 5 %). Suivent les boissons alcooliques distillées, le lait et les produits laitiers, et les eaux et boissons rafraîchissantes.

Les produits de la construction aéronautique et spatiale demeurent le troisième poste d'exportations vers le Canada (203 M EUR, - 2 %). En cumulé, cette filière a dégagé le principal déficit sectoriel pour la France. Un autre secteur d'export performant est l'électrique et l'électronique : instruments de mesure et de contrôle, matériel de distribution et de commande électrique, matériel électrique divers.

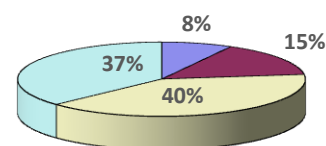
Ventilation des importations canadiennes en provenance de France

- Agro & Vins
- B. de conso
- B. d'équip.
- Autres



Ventilation des exportations canadiennes vers la France

- Produits agricoles
- B. de conso
- B. d'équip.
- Energie



Source : Douanes françaises



## Les secteurs porteurs pour l'offre française :

- **Biotechnologies et santé**
- **Aéronautique**
- **Environnement et énergies propres** : d'importants investissements programmés dans l'hydraulique, le nucléaire et l'éolien
- **TIC** : convergence des services de télécom/internet haut débit, e-learning, etc.
- **Vins et spiritueux et produits agroalimentaires** (épicerie fine, produits transformés, nutraceutiques...)
- Nouvelles technologies pour **l'exploitation des ressources en gaz et en pétrole** et pour **l'industrie minière**
- Technologies vertes appliquées à **l'automobile**
- **Luxe et design**

Dans chacun de ces secteurs, nous programmons des événements « *cost to coast* » qui ont pour objectif de vous faire rencontrer vos partenaires potentiels.

## Les grandes tendances :

- Un marché très ouvert à de nouveaux produits ou à de nouvelles technologies.
- Le vieillissement de la population qui fait apparaître un marché des « seniors ».
- Les produits « verts » sont de plus en plus recherchés.
- Les adolescents à fort pouvoir d'achat : c'est une nouvelle génération de consommateurs.

## Les investissements

Principaux investisseurs étrangers au Canada (en Mds d'EUR et en %)

Stock IDE au Canada	2000	2003	2007	2008	2009
<b>Total</b>	226,4	229,6	353,6	317,3	366,3
<b>États-Unis</b>	60,7 %	63,7 %	57,0 %	52,4 %	52,5 %
<b>Royaume Uni</b>	7,5 %	7,0 %	11,1 %	12,4 %	11,6 %
<b>Pays-Bas</b>	4,8 %	4,7 %	7,2 %	9,1 %	8,5 %
<b>FRANCE</b>	11,6 %	9,7 %	3,4 %	3,3 %	3,3 %
<b>Suisse</b>	1,8 %	1,9 %	3,1 %	3,9 %	3,9 %
<b>Japon</b>	2,5 %	2,6 %	2,7 %	2,4 %	2,4 %
<b>UE27</b>	30,1 %	27,3 %	27,1 %	30,6 %	29,8 %
<b>Bois et papier</b>	5,1 %	4,0 %	3,1 %	2,3 %	2,1 %
<b>Énergie et minerais métalliques</b>	17,6 %	22,8 %	32,9 %	35,6 %	36,2 %
<b>Machinerie et matériel de transport</b>	13,7 %	12,7 %	11,1 %	9,6 %	9,4 %
<b>Finances et assurances</b>	16,9 %	24,0 %	19,6 %	20,8 %	19,8 %
<b>Services et commerce de détail</b>	7,9 %	8,7 %	9,4 %	8,2 %	8,5 %
<b>Autres industries</b>	38,7 %	27,7 %	23,9 %	23,5 %	24,0 %

Source : Stat Canada

L'investissement étranger au Canada est alimenté en grande partie par les matières premières. Les États-Unis y restent la première source d'investissement. En 2009, les flux nets investis par le Canada à l'étranger se sont contractés pour atteindre 24 Mds EUR, soit un niveau deux fois moindre qu'en 2008 et 2007. Le Canada se situait en 2009 à la 11<sup>e</sup> place des investisseurs mondiaux. Près de la moitié du stock détenu par le Canada à l'étranger reste concentrée aux États-Unis.



## La France : 4<sup>e</sup> investisseur étranger au Canada

La France est également le 3<sup>e</sup> investisseur européen. En 2010, on dénombrait 452 entreprises françaises au Canada, soit 1 500 établissements et 80 000 salariés. La majorité des grands groupes français du CAC 40 sont présents, à l'exception de la grande distribution. Les deux tiers de ces entreprises ont leur siège social au Québec, qui n'accueille pourtant que 10 % des 500 premières sociétés canadiennes.

## Les entreprises françaises investissent au Canada, motivées par :

- la possibilité d'y développer des partenariats industriels ;
- l'existence de pôles d'excellence dans l'aéronautique, les biotechnologies et la santé, l'agroalimentaire, les TIC, l'environnement etc. ;
- l'accès au marché nord-américain.

Par ailleurs, le Canada sait attirer les investissements étrangers par des programmes de coopération industrielle, des mesures fiscales et provinciales.

## Une prédominance des grands groupes et une diversification de nos investissements

Le chiffre d'affaires des filiales françaises au Canada atteint plus de 7 fois le montant de nos exportations. La présence française est surtout le fait de grands groupes industriels (Eurocopter, Alcatel-Lucent, Sanofi-Aventis, Thalès, etc.). La tendance est à la diversification dans les services (BNP-Paribas et Société Générale, Ubisoft, Veolia, Suez, Vinci, Sodexo...), et récemment dans les ressources naturelles (Areva, Total et EDF Énergies nouvelles).

## Environnement des affaires et conseils pratiques

### Conseils pratiques

**Un pays bilingue et multiculturel à la fois :** le Canada a 2 langues officielles. La langue de travail et de correspondance est généralement le français au Québec et l'anglais dans le reste du Canada. Ce bilinguisme impose que l'ensemble des étiquettes, catalogues, notes explicatives et fiches techniques soit édité dans les deux langues. Toute entreprise, qui souhaite prospecter, doit disposer de supports de communication en anglais.

Malgré la proximité des États-Unis, rien ne déplaît plus à un Canadien que d'être assimilé à un Américain. Le multiculturalisme qui caractérise le Canada est plus important et concret qu'aux États-Unis, de par les liens historiques et culturels avec le Royaume-Uni et la France et par sa politique d'immigration. Il faut en tenir compte, en particulier dans le secteur des biens de consommation, car ils influenceront les goûts et habitudes des différents consommateurs canadiens.

### Pour la présentation :

- code vestimentaire sobre ;
- tutoiement facilement pratiqué mais seulement à l'initiative de votre interlocuteur.

**Des relations d'affaires directes et pragmatiques :** les Canadiens ont un esprit d'entreprise nord-américain. Rigoureux, ils laissent peu de place à l'imprévu, sont moins « affectifs » que les Français et privilégient l'écrit par rapport à l'oral en affaires.

### Ils recherchent en priorité :

- un bon rapport qualité/prix ;
- un excellent service après-vente et du conseil à l'achat ;

- un marketing et une communication soignés et adaptés au produit ou au service ;
- un respect rigoureux des délais de livraison.

Le réseautage (*networking*) est primordial au Canada pour se constituer et développer ses contacts d'affaires (petits-déjeuners, séminaires, déjeuners... sont autant d'occasion à privilégier).

## Environnement des affaires

### Un pays, plusieurs marchés

L'immensité du territoire et le statut de fédération du Canada oblige à adopter une approche spécifique par province.

On peut distinguer trois marchés majeurs :

- le Québec, réputé ouvert aux produits français ;
- l'Ontario, poumon économique et financier du pays ;
- l'Alberta et la Colombie-Britannique, à la mentalité proche de celle de la côte ouest américaine.

Des barrières non-tarifaires, une réglementation et une fiscalité différentes entre provinces oblige souvent à choisir plusieurs partenaires pour couvrir efficacement les différentes provinces ciblées.

## Droits de douane, réglementation et marchés publics

Les formalités douanières du Canada sont simplifiées pour faciliter le commerce et renforcer la sécurité aux frontières. Le pays accorde au moins le traitement NPF à tous les membres de l'OMC. La moyenne des droits NPF s'établit à 6,5 % en 2006. Ce montant, faible dans l'absolu, est toutefois à comparer avec l'absence quasi complète de droits de douane pour les importations en provenance des États-Unis dans le cadre de l'ALENA, notamment dans le secteur industriel. Environ 53 % de l'ensemble des positions tarifaires relèvent du régime de franchise de droits. Hormis le cas de quelques tarifs très élevés, le niveau des tarifs douaniers ne constitue pas une entrave réelle aux échanges entre la France et le Canada. Les taxes intérieures s'appliquent uniformément aux produits domestiques et importés, sauf dans le secteur du vin et de la bière.

### Les taxes intérieures

Elles s'appliquent uniformément aux produits domestiques et importés, sauf dans le secteur du vin et de la bière.

Des prescriptions en matière de contenu local, de résultats ou d'achats sont maintenues dans certaines provinces. Elles concernent surtout les boissons alcoolisées et le secteur minier. En dépit des progrès dans la mise en place d'un régime de marchés publics transparent, le Canada n'a pas fait d'offre au niveau infra fédéral au titre de l'accord de l'OMC sur les marchés publics. Les provinces ont leurs propres organismes acheteurs, et certaines accordent des préférences régionales pour des marchés ne relevant pas de l'Accord sur le commerce intérieur.

### L'influence des États-Unis

Elle a deux conséquences pour l'entrepreneur français :

- un accès facilité au marché américain ;
- mais, sur le sol canadien, une forte concurrence des entreprises américaines, proches de leurs bases et servies par la même culture.

UBIFRANCE et les Missions Economiques vous proposent quatre gammes complètes de produits et services d'accompagnement pour vous aider à identifier les opportunités des marchés et à concrétiser vos projets de développement international.



• **Gamme Conseil** : pour obtenir la bonne information sur les marchés étrangers et bénéficier de l'expertise des spécialistes du réseau UBIFRANCE et les Missions Economiques.



• **Gamme Contact** : pour identifier vos contacts d'affaires et vous faire bénéficier de centaines d'actions de promotion à travers le monde.



• **Gamme Communication** : pour communiquer à l'étranger sur votre entreprise, vos produits et votre actualité.



• **Volontariat International en Entreprise (VIE)** : pour optimiser votre budget ressources humaines à l'international

Retrouver le détail de nos produits sur : [www.ubifrance.fr](http://www.ubifrance.fr)

#### © 2010 – Ubifrance et les Missions Economiques.

Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse d'Ubifrance et des Missions Economiques, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

#### Clause de non-responsabilité :

Ubifrance et les Missions Economiques ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Ubifrance et les Missions Economiques ne sauraient en aucun cas être responsables d'éventuels changements.

**Auteur** : Mission Economique Ubifrance pour le Canada

**Adresse** : 20 Queen Street West, Suite 2004  
Toronto, M5H 3R3, ON

**Rédigée par** : Laurence GRELET, mise à jour  
Patrick IMBERT

**Revue par** : Patrick IMBERT / Direction Canada / Toronto

**Sources** : Service Economique à Ottawa, Stats Canada, Douanes françaises

Version originelle du 28 août 2009

Version mise à jour : janvier 2011

